

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 42 – du 14 novembre au 21 septembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : TERRITOIRES PALESTINIENS

CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES DE LA GUERRE À GAZA

La pollution environnementale immédiate liée aux combats et aux bombardements dans la bande de Gaza constitue une entrave à la reconstruction future. Les combats à Gaza ont généré environ 45 millions de tonnes de débris, selon l'UNMAS. Ces gravats, souvent contaminés par des substances toxiques comme l'amiante, le soufre, le plomb ou le cadmium, polluent l'air, les sols, et l'eau souterraine. Leur déblaiement total nécessiterait plus de 15 ans, même avec des moyens optimaux. Avec une production quotidienne de 1100 à 1200 tonnes de déchets dans les camps de réfugiés, la destruction de cinq des six installations de gestion des déchets solides aggrave la pollution environnementale de l'enclave. Quant aux aquifères de Gaza, cruciaux pour l'agriculture et la fourniture en eau potable, ils sont gravement contaminés par les eaux usées, les cadavres restant dans les décombres et les matériaux des munitions (soufre, zinc, mercure, mais aussi phosphore blanc, selon l'ONG Human Rights Watch). La nappe phréatique pourrait être entièrement inutilisable, selon de nombreux experts. Enfin, au moins 25% du Wadi Gaza, une zone humide essentielle pour la biodiversité, a été détruit par les bombardements.

LE CHIFFRE À RETENIR

57%

**INFRASTRUCTURES EN EAU
DÉTRUITES**

Les destructions auront des conséquences sur la population et l'environnement à long terme, en particulier en ce qui concerne les réseaux d'eau et les terres cultivables. La bande de Gaza est confrontée à la destruction de 57 % de ses infrastructures hydrauliques, dont 162 puits et deux des trois points d'approvisionnement de Mekorot (la compagnie israélienne des eaux). La population consomme ainsi une eau polluée et saumâtre, l'eau potable accessible par personne étant tombée à quelques litres par jour, contre 85 litres avant le conflit, en raison de l'arrêt des stations de dessalement privées, faute d'électricité. Sur le plan agricole, 44 % des surfaces arables sont détruites, soit 630 M USD de dommages, selon la Banque mondiale ; le reste des terres cultivables est salinisé en raison de l'intrusion d'eau de mer dans les aquifères surexploités. La stratégie militaire israélienne inclut l'usage d'herbicides et la destruction des sols de la zone tampon avec l'enclave (élargie de 300m à un kilomètre), rendant 5000 hectares de terres inutilisables. Ces pertes ont conduit à la transformation d'une agriculture autrefois excédentaire en une situation de dépendance alimentaire critique. La dégradation écologique compromet donc durablement la santé publique, l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire dans l'enclave.

Le conflit et ses enjeux environnementaux s'exportent en Cisjordanie et en Méditerranée. Israël étend ses mesures de rétorsion en matière environnementale à la Cisjordanie. Les colonies illégales, souvent situées en zone C, captent les terres les plus fertiles et les ressources en eau, ce qui aggrave le stress alimentaire. Environ 2400 hectares ont été saisis et transformés, tandis que des oliveraies et autres champs sont régulièrement incendiés. La gestion de l'eau favorise les colons, dont la consommation quotidienne moyenne (247 litres) est presque dix fois supérieure à celle des Cisjordanais non-raccordés au réseau d'eau (26 litres). Les puits palestiniens sont fréquemment asséchés ou bétonnés. A Gaza, les nappes phréatiques, saturées de métaux lourds et produits chimiques issus des bombardements, contaminent la mer Méditerranée par capillarité. La côte de Gaza, déjà fortement polluée, pompe directement ses eaux usées non traitées dans la mer, fragilisant les écosystèmes marins et les activités de pêche dans toute la Méditerranée orientale. Ces dynamiques combinées compromettent la sécurité alimentaire, hydrique et écologique, avec des répercussions potentielles sur toute la région.

Service Économique de Jérusalem

ÉGYPTE

1. ACCORDS DE PRISES DE PARTICIPATION D'ADQ DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES

Le 12 novembre, l'Autorité de la concurrence égyptienne (ECA) a officiellement [donné son accord pour les prises de participation du fonds souverain émirati Abu Dhabi Developmental Holding Company \(ADQ\)](#) dans trois entreprises du secteur des hydrocarbures, majoritairement détenues par l'État égyptien. Ces investissements concernent **(i)** 25 % du capital de l'*Egyptian Drilling Company* (EDC), une entité possédant une flotte de 70 appareils de forage, majoritairement détenue par l'*Egyptian General Petroleum Corporation* (EGPC), sous la tutelle du ministère du Pétrole et des Ressources naturelles; **(ii)** 30 % de l'*Egyptian Ethylene and Derivatives Company* (ETHYDCO), exploitant l'un des plus grands complexes pétrochimiques du pays; **(iii)** 35 % de l'*Egyptian Linear Alkyl Benzene Production Company* (ELAB), spécialisée dans la production de matières premières pour l'industrie pétrochimique. Cette dernière figure parmi les premières entreprises intégrées au programme de privatisation lancé par les autorités égyptiennes en 2023, avec l'accompagnement du fonds souverain égyptien (SFE). Cette décision reflète une avancée significative dans l'ouverture du secteur des hydrocarbures aux investisseurs privés et le désengagement progressif de l'État. Elle souligne également le renforcement de la présence d'ADQ en Égypte, après l'annonce en mars 2024 d'un investissement majeur à Ras El Hekma, d'un montant de 24 Mds USD pour ADQ, ainsi que d'investissements totalisant près de 11 Mds USD dans divers projets immobilier et d'infrastructures dans le pays.

2. REPRISE D'ACTIVITÉ D'UNE LIGNE D'ASSEMBLAGE DE BUS

Le Premier Ministre Mostafa Madbouly a participé, le 16 novembre, [à une cérémonie célébrant la reprise de l'activité de l'entreprise publique El-Nasr Automotive Manufacturing Company \(NASR\)](#) – entité fondée en 1975 pour localiser la production de véhicules automobiles, et qui avait mis un terme à sa production en 2009. Dans le cadre d'un partenariat avec le groupe Al Safy (conglomérat égyptien), sous la forme d'une joint-venture (SN Automotive), l'entreprise devrait prochainement relancer ses lignes de production pour un assemblage local de bus, mobilisant un investissement initial estimé à environ 40 M USD. Le CEO d'Al Safy a par ailleurs annoncé avoir conclu un accord avec un

constructeur automobile chinois pour un partenariat qui sera annoncé d'ici mi-2025 et qui prévoit l'assemblage local de trois modèles (deux thermiques et un électrique). Ces annonces interviennent alors que le gouvernement égyptien cherche à relancer l'industrie automobile, profondément affaiblie - avec seulement 50 000 véhicules assemblés en 2023, un niveau deux fois inférieur aux capacités industrielles installées dans le pays. Les annonces prévoyant des partenariats se sont ainsi multipliées ces derniers mois. Le groupe Stellantis a notamment annoncé un ambitieux programme d'investissement prévoyant se renforcer ses capacités d'assemblage local avec son partenaire Arab Organization for Industrialization (AOI).

3. LÉGÈRE HAUSSE DU CHÔMAGE AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

Le [taux de chômage en Égypte](#) a atteint 6,7% au troisième trimestre 2024, en hausse de 0,2% par rapport au trimestre précédent, selon l'agence nationale des statistiques (CAPMAS). Sur cette période, on dénombre 101 000 chômeurs supplémentaires. Cette progression s'explique notamment par une augmentation de 2,5% de la population active. Les femmes restent les plus touchées (18,2%), tandis que le chômage des hommes reste stable, à 4,2%. Les jeunes de 15 à 29 ans représentent 65,7% des chômeurs, avec un chômage particulièrement élevé chez les diplômés de 20 à 24 ans (33,6%). Le taux est plus élevé en zones urbaines (10,1%) qu'en zones rurales (4,0%), reflétant des disparités persistantes.

4. FITCH RELÈVE LA NOTATION DES PRINCIPALES BANQUES ÉGYPTIENNES

L'[agence Fitch Ratings](#) a rehaussé les notes de défaut émetteur à long terme de la National Bank of Egypt, de la Banque Misr, de CIB et de la Banque du Caire, de « B- » à « B », avec une perspective stable. Cette amélioration reflète la forte corrélation entre la solvabilité des banques et la récente révision de la notation de crédit souveraine de l'Égypte, également relevée de « B- » à « B » avec une perspective stable, une première depuis 2019. Cette décision s'appuie également sur une amélioration notable de la liquidité en devises étrangères. Selon l'agence, le déficit d'actifs étrangers des banques, qui s'élevait à 17,6 Mds USD en janvier, a été réduit à seulement 130 M USD en septembre, grâce aux flux entrants générés par l'accord de Ras El-Hekma et au retour des investisseurs sur le marché de la dette publique.

IRAK

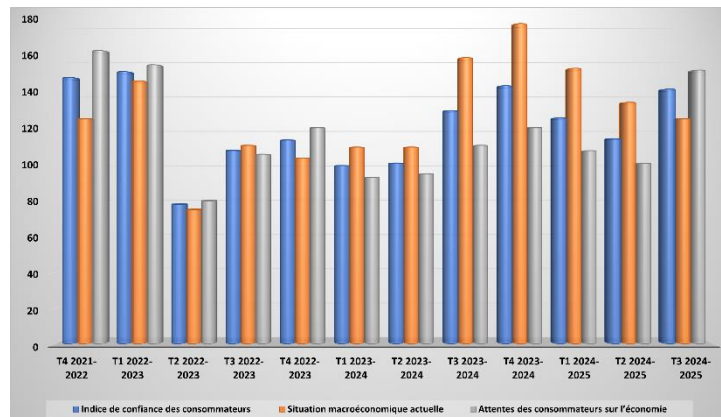
1. PRÊT DE 388 M\$ DE L'AGENCE JAPONAISE JICA POUR LA RAFFINERIE DE BASSORA

L'agence Japan International Cooperation Agency (JICA) a signé un prêt de 388 M USD pour le projet de raffinerie *Basrah Refinery Upgrading Project*. Il s'agit du 6^{ème} prêt de la JICA portant sur le projet de modernisation de la raffinerie la plus importante du pays. La JICA a apporté un total de 3,6 Mds USD de financements concessionnels (0,2% d'intérêt, durée de remboursement de 40 ans dont 10 ans de grâce) pour ce projet démarré en 2012. Les travaux sont réalisés par Japan Gasoline Company (JGC) pour le compte de l'entreprise publique irakienne South Refineries Company (SRC).

IRAN

1. REGAIN D'OPTIMISME DES CONSOMMATEURS APRÈS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Selon le centre de recherche du Parlement, l'indice de confiance des consommateurs au T3 2024 (du 21 juin au 21 septembre 2024) serait passé de 114,7 à 142,4 points, soit une hausse de 24,1 % en glissement trimestriel. Cette évolution traduit un regain d'optimisme des consommateurs quant à la situation macroéconomique. L'indice se décompose en deux sous-indices, **i)** L'indice de la situation économique actuelle, qui a reculé de 7 % en glissement trimestriel pour s'établir à 126 points, **ii)** L'indice des attentes des consommateurs, qui a bondi de 34,1 % pour atteindre 153,3 points. Cette tendance positive semble en partie liée à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement réformiste. En termes de catégories professionnelles, l'indice a progressé pour tous les groupes dont une hausse de 37,4 % pour les salariés du secteur privé, une augmentation de 18,8% pour les fonctionnaires, et une progression de 12 % pour les retraités. Pour mémoire, sur cette période, l'indice de misère (qui combine le taux de chômage et le taux d'inflation) a atteint son plus bas niveau depuis le T1 2019 (à l'exception de la période de pandémie du Covid-19 entre le T2 et T4 2020), avec 41,7 points.



2. BCI - RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Selon la Banque centrale d'Iran (BCI), un grand nombre de transactions bancaires seraient opaques quant aux relations entre les parties impliquées (qu'elles soient commerciales, familiales, ou partenariales). Ces transactions opaques seraient souvent liées à des activités non autorisées ou à des pratiques de blanchiment d'argent. Il existe, par exemple, des cas où - à la demande d'une partie à la transaction - des fonds sont déposés sur le compte d'un tiers, sans que le déposant connaisse l'objet ou la nature de l'activité économique de la partie destinataire (exemples: vente illégale de devises; jeux d'argent). Cette pratique a conduit à des situations où, lors de poursuites judiciaires contre les contrevenants, des tiers se sont également retrouvés exposés à des sanctions sévères en par association avec les auteurs de ces manœuvres frauduleuses. Pour renforcer l'efficacité et la performance du système de lutte contre le blanchiment d'argent, la BCI, notamment par voie de circulaires, a récemment insisté sur des mesures plus strictes en la matière, déjà prévues par la loi. Ces mesures, qui visent à garantir une correspondance entre les transactions bancaires et les documents justificatifs relatifs aux échanges de biens et de services, sont : **i) traçabilité des transactions**, en exigeant que les paiements soient effectués sur le compte du partenaire contractuel et en imposant des justificatifs pour les transferts électroniques supérieurs à 4 Mds IRR (environ 5550 €; particuliers) et 10 Mds IRR (environ 13885 €; entreprises); **ii) responsabilités des institutions de crédit**, en vérifiant systématiquement la concordance des informations des parties aux transactions avec les justificatifs fournis et refusant toute transaction en cas de divergence entre les données déclarées et les documents justificatifs; **iii) sensibilisation et avertissements**, en informant les clients sur les risques associés aux transactions avec des

partenaires inconnus via des canaux tels que SMS, sites web bancaires, ou guichets automatiques ; **iv) sanctions en cas de non-respect**, en imposant des responsabilités personnelles strictes aux membres des conseils d'administration et directeurs des institutions de crédit.

3. ALLOCATION DE 45,5 MDS \$ AUX IMPORTATIONS SUR LES 8 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

Selon la BCI, au cours des huit premiers mois de l'exercice en cours, 45,5 Mds \$ aurait été alloués aux importations (+8,3% en g.a) dont **i)** 9,7 Mds \$ au taux subventionné NIMA I (1 \$ = 285 000 IRR), pour les biens essentiels (79,4%), les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux (20,6%) ; **ii)** 24,9 Mds \$ pour les matières premières et les machines au taux NIMA II ; **iii)** 9,9 Mds \$ pour les importations compensées par des exportations ; **iv)** 0,9 Md \$ pour les services au taux du marché de gré à gré – ce qui, incidemment, révèle officieusement sa mise en œuvre opérationnelle (cf. brèves du 15 novembre 2024). L'allocation de devises aux différents secteurs industriels sur la période s'est portée à **i)** 6,2 Mds \$ pour les transports et l'automobile (63% au taux NIMA II, 37% au taux du marché de gré à gré) ; **ii)** 4,2 Mds \$ pour les machines et les équipements de production (57,6% au taux NIMA II, 42,4 % au taux du marché de gré à gré) ; **iii)** 3,9 Mds \$ pour les industries minières (50% au taux NIMA II, 50% au taux du marché de gré à gré) ; **iv)** 3,6 Mds \$ pour les industries chimiques et polymères (75% au taux NIMA II, 25% au taux du marché de gré à gré) ; **v)** 3,6 Mds \$ pour les industries électroniques et les équipements électriques (91% au taux NIMA II, 9% au taux du marché de gré à gré) ; **vi)** 1,3 Mds \$ pour les textiles et les vêtements (94,7% au taux NIMA II, 5,3% au taux du marché de gré à gré) et **vii)** 12 Mds \$ pour les autres (77,5% au taux NIMA II, 22,5% au taux du marché de gré à gré).

ISRAËL

1. BAISSÉ DE LA PRIME DE RISQUE D'ISRAËL EN OCTOBRE

Depuis l'attaque israélienne en Iran début octobre, la prime de risque d'Israël est en baisse, comme le montrent les dernières évolutions des marchés obligataires et de change. Sur le marché obligataire, l'écart de rendement avec les obligations américaines s'est réduit tant pour les obligations en dollars que pour les obligations en shekels, reflétant une diminution de la prime de risque exigée par les investisseurs. Sur le marché des changes, depuis le début du mois, le shekel est la monnaie la plus performante au monde face au dollar américain et à

l'euro. D'après les analystes, l'hypothèse d'un accord de cessez-le-feu avec le Liban et l'adoption du budget 2025 ont fortement contribué à ce développement.

2. TAUX DE CROISSANCE À 3,8% AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

Selon les premières estimations du Bureau central des statistiques, le taux de croissance au 3^{ème} trimestre de l'année a été étonnamment robuste, à 3,8 % en glissement annuel. Le PIB par habitant croît, à la différence du second trimestre. Cette évolution positive de la performance économique d'Israël s'explique par une forte augmentation de la production du secteur des entreprises (+5,4% en g.a.) et de la consommation privée (+8,6% en g.a.). Par ailleurs, les dépenses gouvernementales ont diminué de 10 % par rapport au deuxième trimestre.

3. RÉSULTATS POSITIFS DES BANQUES ISRAËLIENNES AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2024

Les rapports financiers des grandes banques israéliennes récemment publiés révèlent les bénéfices importants enregistrés au cours du 3^{ème} trimestre. La banque Leumi a enregistré une hausse de 30% de son bénéfice net par rapport au troisième trimestre de 2023, à 2,3 Mds ILS. Les banques Hapoalim et Discount rapportent une hausse de leur bénéfice net sur la même période de 14% (1,9 Md ILS) et 40% (1,2 Md ILS) respectivement.

4. RÉSULTATS MITIGÉS DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN OCTOBRE

Le taux de chômage continue de suivre une tendance baissière et s'établit à 2,5% en octobre, soit 0,2 point de pourcentage de moins par rapport à septembre, d'après le Bureau central des statistiques. On dénombre 165 400 demandeurs d'emploi en octobre (en baisse de 10%), le total le plus bas depuis le déclenchement de la guerre. Le nombre d'emplois disponibles, quant à lui, est resté stable, avec 135 000 postes vacants. En revanche, le taux de participation est en-dessous du seuil de 60% pour la première fois depuis mars. Il est passé de 60,9 % en juillet à 59,9 % en octobre (même taux qu'en février), ce qui s'explique par les effets de la guerre dans la zone nord du pays.

JORDANIE

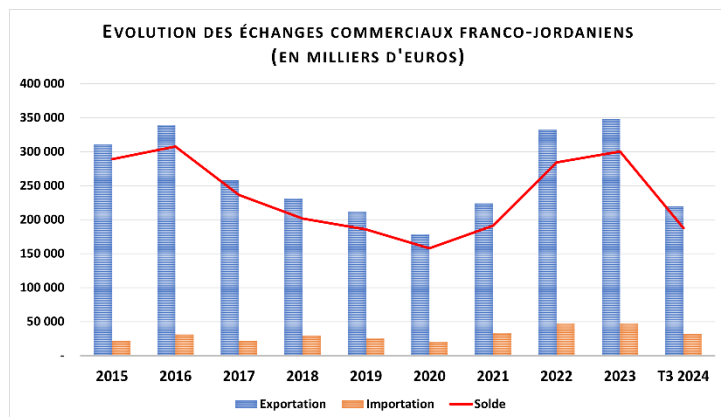
1. HAUSSE DES TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS JORDANIENS EXPATRIÉS AU COURS DES 3 PREMIERS TRIMESTRES 2024

Selon les données préliminaires de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les envois de fonds des

expatriés jordaniens ont augmenté de +3,2 % en glissement annuel (g.a.), sur les trois premiers trimestres de 2024. Ils ont atteint 2,64 Mds USD, contre 2,56 Mds USD sur la même période de 2023.

2. DIMINUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC LA FRANCE AU COURS DES 9 PREMIERS MOIS DE 2024

Les échanges commerciaux entre la Jordanie et la France se sont élevés à 252 M EUR à la fin du troisième trimestre (T3) 2024, contre 312 M EUR à la fin du T3 2023, ce qui représente une baisse de -19,1% en g.a. Les exportations et les importations françaises sont respectivement en baisse -20,5 % et de -8,1 % et en g.a. La diminution des exportations est, entre autres, due aux produits pharmaceutiques (-5,7 %) et aux produits de la construction aéronautique et spatiale (-77,7 %). Pour les importations, la diminution concerne notamment les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique (-65 %) et les produits de la culture et de l'élevage (-21,3 %). Pour rappel, les échanges commerciaux entre la France et la Jordanie ont atteint 395 M EUR en 2023, dont 348 M EUR d'exportations et 47 M EUR d'importations françaises.



LIBAN

1. RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD AVEC L'IRAK POUR L'APPROVISIONNEMENT EN FUEL

Le Ministre de l'Énergie libanais a annoncé le renouvellement de l'accord énergétique bilatéral avec l'Irak, qui encadre l'approvisionnement de fuel au Liban. Cet accord, conclu en juillet 2021, prévoit la fourniture, via un mécanisme de *swap*, de 1,5 M tonnes de fuel par an à des conditions avantageuses. Il constitue l'unique source d'approvisionnement en fuel à l'État libanais et permet aux centrales thermiques d'Électricité du Liban d'assurer une production d'électricité de 3 à 5 heures par jour. Le nouvel accord prévoit la possibilité de porter les quantités fournies de 1,5 à 2 M tonnes, ce qui

permettrait en théorie d'augmenter la production d'électricité publique. L'absence de ratification parlementaire de l'accord bilatéral provoque toutefois régulièrement des dysfonctionnements dans sa mise en œuvre et donc des pénuries d'électricité publique, dont la dernière a eu lieu en août 2024. En outre, l'intensification de la guerre depuis septembre a entraîné des destructions d'infrastructures énergétiques publiques, dont le coût est chiffré à ce stade par le Ministère de l'Énergie à plus de 100 M\$.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. LES BÉNÉFICES DES ENTREPRISES COTÉES À LA BOURSE DE PALESTINE EN PLEINE CHUTE

La Bourse de Palestine a annoncé avoir reçu les états financiers du 3^{ème} trimestre de 46 entreprises sur 48 cotées (Palestinian Electricity n'a pas pu les fournir en raison des destructions massives de son réseau à Gaza). Les bénéfices nets de ces entreprises ont atteint environ 95 M USD, contre 210 M USD pendant la même période en 2023, ce qui représente une baisse de 55%. 35 des 48 entreprises ont réalisé des bénéfices (pour un montant de 133 M USD, en baisse de 41% par rapport à leurs bénéfices de 226 M USD au T3 2023). Les 11 entreprises restantes ont subi des pertes s'élevant à 37 M USD, soit une augmentation de 130 % par rapport au 16 M USD de pertes l'année dernière. La société de télécommunications PALTEL est l'entreprise avec le meilleur résultat, avec 44M USD en clôture d'exercice, suivie par Ooredoo avec 10,4 M USD, puis QUDS Bank avec 10 M USD.

2. HAUSSE DE L'APPUI EXTÉRIEUR AUX FINANCES PUBLIQUES DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Selon le ministère des finances palestinien, l'aide extérieure au gouvernement a doublé à la fin du troisième trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente : elle a atteint 425 M USD, contre 210 M USD pour le T3 2023. Cette hausse a été soutenue par le paquet européen d'aide d'urgence ; celui de la Banque mondiale et l'augmentation des subventions en provenance des pays arabes (notamment l'Algérie et l'Irak). Parmi les donateurs en aide directe hors zone ANMO figurent la France, avec 16 M EUR par an, ainsi que la Norvège et le Royaume-Uni pour l'année 2024.

3. BILAN DES INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER DES TERRITOIRES PALESTINIENS FIN 2023

Selon le PCBS, au 31 décembre 2023, le stock total d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes en Palestine atteignait 9,5 Mds USD, dont 63% sous forme de devises étrangères, principalement placées en dépôts auprès de banques internationales. La répartition des autres actifs à l'étranger était la suivante : 1,7 Md USD (18%) en investissements de portefeuille (participations au capital d'entreprises étrangères ou obligations d'États), 1,3 Md USD (14%) en réserves d'actifs, et 301

M USD (3%) en investissements directs à l'étranger. Le stock total d'investissements étrangers en Palestine s'élevait pour sa part à 3,7 Mds USD, dont 60% (2,2 Mds USD) en investissements directs, 19% (692 M USD) en investissements de portefeuille, et 22% (807 M USD) en autres investissements (dépôts, crédits ou devises). Les investissements directs étrangers (IDE) étaient concentrés à 56% dans le secteur bancaire, principalement en provenance de la Jordanie (81%).

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,5 *	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	380	264	434	528	53	24 *	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	4487 *	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,4	-0,7 *	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-7,4	-0,4 *	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	91	46	35	68	92	195 *	50 *	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	26,4	3,1	31,2	3	1	32,9	60	100 **
PMI	Statistiques officielles	49,0	n/a	49,8	47,4	n/a	45,0	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1742	331	282	1803	339	362	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1117	1655	41	1471	47	98	4	5

* = DONNÉES FMI 2023; ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024P

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr